

ÉMANCIPATION

Le Liban peut-il sortir du statut d'État tampon ?



La présence militaire syrienne au Liban, qui a mis fin à la guerre civile, ne répondait pas seulement à une situation ponctuelle. Elle était une solution découlant du statut d'État tampon dévolu depuis des siècles au pays du cèdre. Dès lors, explique l'ancien ministre libanais Georges Corm, pour trouver leur indépendance, les Libanais ne doivent pas se retourner contre les Syriens, mais s'émanciper du statut d'État tampon et remettre en cause les structures sociales communautaires qui le caractérisent.

page 2

Battre le complice

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Face au rapport Robb-Silberman dédouanant l'administration Bush de toute responsabilité dans la propagande d'avant guerre d'Irak, Scott Ritter rappelle que les mensonges n'ont pas été qu'états-unis, souligne la co-responsabilité britannique et demande de voter contre Tony Blair. Charles Kennedy soutient cette position et appelle à voter pour les libéraux démocrates, pour rejeter à la fois travaillistes et conservateurs.

page 6

REPÈRE : 6 AVRIL 1954

Quand le FBI arme les patrons, contre les ouvriers.

À Kohler, dans le Wisconsin, l'usine de plomberie et baignoires KBF emploie 2 000 ouvriers dans des conditions de travail particulièrement éprouvantes, régulièrement dénoncées par les syndicats. Suite à de nombreux accidents, le syndicat United Auto Workers (UAW) informe la direction que, faute d'un accord trouvé, l'usine sera en grève le 5 avril 1954. La direction se tourne alors vers le gouverneur pour trouver de l'aide contre « la menace bolchevique ». Des techniciens du FBI sont dépêchés à l'usine pour installer des barbelés, des miradors et des projecteurs, matériel prêté par le département des prisons de l'État. Le directeur du FBI obtient pour l'usine un prêt - déductible d'impôts - lui permettant d'acheter à prix spécial des équipements « de protection des ouvriers » : grenades lacrymogènes, fusils à pompe, revolvers et 75 000 balles réelles. 120 gardes armés sont embauchés. Le lock-out des grévistes durera jusqu'en septembre 1960, quand le National Labor Relations Board obligera l'usine Kohler à entamer des négociations, à réembaucher les 1 400 grévistes et à leur payer 4,5 millions de dollars d'arriérés. ■



LE CRIMINEL DE GUERRE RACHID DOSTUM NOMMÉ À LA TÊTE DE L'ARMÉE AFGHANE

Sur proposition de l'ambassadeur des États-Unis, Zalmay Khalilzad, l'ancien consultant pour la compagnie pétrolière Unocal et actuel dirigeant afghan Hamid Kharzaï a nommé le chef de guerre Abdul Rachid Dostum (au centre sur la photo) au poste de chef d'État-major de l'armée afghane. En effet, le pouvoir à Kaboul et l'OTAN peinent à constituer cette armée, qui ne comptait que 20 000 soldats jusqu'à présent, auxquels vont s'ajouter les 30 000 hommes de Dostum qui contrôlent en outre une partie de la production d'héroïne du pays. Leader syndicaliste dans le secteur du gaz naturel puis commandant pro-soviétique lors de la guerre de 1979, le général Dostum, figure de la minorité ouzbek, avait été récompensé pour ses faits d'armes contre les Moudjahidin, avant de les rejoindre en 1992 quand ils prirent le pouvoir. Il a la réputation de se faire respecter par la terreur, quitte à abattre lui-même ses officiers déloyaux pour l'exemple. Lors de l'invasion du pays en 2002, Abdul Rachid Dostum était responsable de la prise de Mazar-i-Shariff. Une fosse commune y fut découverte par hasard, dans laquelle plusieurs centaines de prisonniers de guerre talibans avaient été ensevelis après avoir été massacrés. ■

Émancipation

Le Liban peut-il sortir du statut d'État tampon ?

La présence militaire syrienne au Liban, qui a mis fin à la guerre civile, ne répondait pas seulement à une situation ponctuelle. Elle était une solution découlant du statut d'État tampon dévolu depuis des siècles au pays du cèdre. Dès lors, explique l'ancien ministre libanais Georges Corm, pour trouver leur indépendance, les Libanais ne doivent pas se retourner contre les Syriens, mais s'émanciper du statut d'État tampon et remettre en cause les structures sociales communautaires qui le caractérisent.



Dans le fracas des slogans et contre-slogans, l'anxiété ou l'espoir à leur paroxysme, les Libanais peuvent-ils un moment prendre le temps de réfléchir sur les leçons de l'histoire de leur pays depuis 1832 ? Cette date est celle de l'entrée des troupes égyptiennes d'Ibrahim Pacha au Liban, accueillies avec enthousiasme par les Libanais, en particulier les communautés chrétiennes, pour être vilipendées moins de dix ans plus tard, lorsque la Grande-Bretagne décide, contre les intérêts français auxquels s'était allié l'émir Bachir Chéhab, qu'il était temps de réduire la puissance de Mohammed Ali et de le confiner à l'Égypte. Peu de Libanais savent que leur capitale fut furieusement bombardée par la flotte anglaise en 1840, faisant un grand nombre de victimes, pour accélérer le départ des troupes égyptiennes.

Dans l'histoire contemporaine du Liban, on pourrait multiplier les exemples de certaines factions libanaises appelant l'arrivée de troupes étrangères ou demandant ensuite leur départ, quitte à réclamer d'autres armées étrangères pour faire sortir celles qu'ils avaient appelées précédemment. Ce raccourci de l'histoire du Liban n'est malheureusement pas une caricature de mauvais goût, mais le résultat objectif du statut d'État tampon dans lequel est emprisonné le Liban depuis 1840. Le régime du double kaïmakamat (1842-1860), celui de la Moutessarifia (1861-1914) ou celui du mandat français (1919-1943), enfin le régime issu des accords de Taëf tels qu'ils ont été appliqués.

L'État tampon est, en général, situé au centre d'une zone de confrontations stratégiques entre puissances régionales ou internationales. Il se caractérise par l'existence d'un pouvoir « mou » ou instable et souvent une fragmentation sociale qu'il ne parvient pas à réduire. La nature molle de l'État tampon attire les puissances qui en font un lieu d'affrontement commode où chacune tente de marquer des points et d'affirmer sa puissance au détriment des autres. Beaucoup d'États balkaniques ont été créés au XIX^e siècle comme États tampons sur le territoire desquels se sont affrontés la Russie, l'Autriche-Hongrie, l'Empire ottoman, la France et l'Angleterre. Le Cambodge et le Laos sont devenus des États tampons au XX^e siècle dans le cadre de la Guerre froide en Extrême-Orient. Entre les deux guerres mondiales, l'Autriche et la Tchécoslovaquie étaient devenus des États tampons.

Pour ce qui est du Liban, le statut d'État tampon s'est mis en place à la faveur de la désintégration de la féodalité tribulaire transcommunautaire qui gérait la Montagne depuis les invasions mameloukes. Cette désintégration a favorisé l'émergence des communautés religieuses comme organes politiques sur lesquels ont été bâtis les différents régimes constitutionnels depuis 1842. Chaque communauté est alors devenue officiellement une cliente d'une puissance régionale ou internationale et a été enserrée dans un filet dense de relations culturelles, politiques et religieuses avec cette puissance.

Quelles qu'aient été les circonstances changeantes de la région, le système communautaire installé depuis 1842 s'est perpétué sous différentes formes ; il a produit des « nationalismes » libanais tout à fait différents, voir même incompatibles, inspirés par les idéologies nationales des puissances régionales ou internationales. Le Pacte national de 1943 a tenté de concilier ces idéologies en préconisant la neutralité géopolitique (ni Orient, ni Occident). Pour tenter d'échapper à la logique de l'État tampon, les meilleurs de nos penseurs politiques ont inventé au Liban une fonction noble de médiateur, de trait d'union, de pont, entre l'Occident et l'Orient, entre le christianisme et l'islam. Ils n'ont pas réalisé, cependant, que pour être un médiateur respecté ou un point de rencontre et de conciliation entre forces opposées, il faut une architecture particulièrement solide qui supporte la masse des conflits géopolitiques majeurs, sans être entraînée par eux.

Le système communautaire a aussi produit dans notre « élite » gouvernante une culture politique dominante que j'ai appelé « la culture des consuls », principalement constituée par le bavardage et l'intoxication des diplomates étrangers en poste à Beyrouth. Pour qui est familier des archives diplomatiques européennes sur le Liban, ce qui se passe au Liban aujourd'hui n'est pas très

différent dans son essence, sinon dans sa forme, de ce qui s'est passé lors des crises du XIX^e siècle. Les ambassadeurs des grandes puissances occidentales sont toujours au centre de la vie politique du pays, comme l'étaient les consuls au siècle passé. Les hommes politiques libanais tirent une partie de leur autorité de leurs liens plus ou moins étroits avec telle ou telle ambassade ou tel ou tel chef d'État étranger, arabe ou occidental. Cette culture des Consuls est si prégnante, que peu de Libanais se rendent compte de son ridicule et de son incompatibilité avec un État de pleine souveraineté.

En outre, le régime communautaire suppose le consensus des communautés entre elles pour que l'État puisse fonctionner. De ce fait, la souveraineté de l'État demeure une souveraineté au conditionnel, dépendante de la bonne entente entre puissances régionales et internationales qui gèrent la région, puisque chaque communauté est enserrée dans un filet complexe de relations avec l'une ou l'autre des puissances concernées.

Sortir de ce statut d'État tampon requiert donc des changements drastiques dans notre culture politique et les mœurs qui en découlent, dont la corruption n'est jamais absente. Ce changement n'aura pas lieu si le système communautaire n'est pas dépassé au profit de l'établissement d'un État de pleine souveraineté au vrai sens du terme. Pour cela, les communautés religieuses doivent être rendues au statut de communautés spirituelles et d'organisations civiles afin de cesser d'être à la base de l'ordre public. Ceci n'empêche pas de maintenir des gardes fous souples dans la représentation parlementaire qui doit absolument être basée sur le système d'élection à base proportionnelle (et non le scrutin majoritaire), car il est le seul adapté aux sociétés plurielles.

Il faut aussi que la belle jeunesse libanaise qui a manifesté avec tant d'enthousiasme sache acquérir une indépendance intellectuelle et politique par rapport à la culture ambiante que dictent des familles politiques et leurs enfants ou les médias locaux qui reflètent la « culture des consuls ». Pour asseoir une vraie démocratie au Liban, elle doit avoir le courage de juger, ne serait-ce que moralement et éthiquement, des responsabilités des chefs de clan et de milices pour les horreurs qui se sont produites durant quinze ans, entre communautés comme à l'intérieur des communautés.

Il faut aussi que cette jeunesse à qui l'avenir appartient réalise que la tâche la plus urgente est de construire une économie productive, basée sur la connaissance, les techniques et technologies de pointe. Seule une telle économie peut leur assurer une vie digne de leurs compétences, de leurs aspirations et de leur dynamisme. L'émigration continue des cerveaux mine la santé politique, humaine et économique du Liban depuis un siècle et demi. Elle n'est pas une fatalité. En revanche, la transformation progressive du Liban en lieu de tourisme sexuel et en un marché de spéculations foncières et financières où les meilleures parcelles de notre territoire sont achetées depuis vingt ans par des fortunes colossales, libanaises et arabes, n'est pas un horizon sur lequel on peut construire un État de droit et de pleine souveraineté. Rappelons-nous que le drame palestinien a commencé par des achats de terres.

Il faut enfin que les Libanais prennent conscience qu'aimer ou admirer une

culture ou une civilisation, qu'elle soit arabe ou occidentale, n'implique pas que l'on soit soumis aux impératifs géopolitiques des pays et puissances qui s'en réclament. Il faut créer une autonomie dans la réflexion politique sur le destin du Liban et, pour cela, se défaire des vieux schémas et des vieux clichés qui servent de slogans creux depuis le XIX^e siècle. Pour ne pas continuer à rêver béatement et inutilement à jouer une vocation de république marchande et financière, il est surtout urgent de réaliser que le Liban n'est pas situé en Scandinavie ou sur une île déserte, et qu'Israël n'est pas l'Italie, et que la Syrie n'est pas la France. Enfin, il faut revenir à la sagesse de grands penseurs libanais, tels que Michel Chiha, Georges Samné et Yoakim Moubarac qui ont toujours considéré avec raison que l'ennemi le plus redoutable restera l'État d'Israël, tant qu'il se définira comme un État juif, incapable d'accepter la diversité communautaire de cette région du monde. Il faut aussi savoir regarder une carte géographique pour comprendre que l'on ne peut antagoniser la Syrie, ni lui demander de rentrer ou de sortir au Liban au gré de la géopolitique régionale du moment ou de la fantaisie de telle ou telle faction. Nous l'avons fait avec l'État d'Israël et nous avons payé un prix exorbitant. Un petit pays à la texture sociale fragile ne joue pas avec les puissants sans impunité, quelles que soient les petites ruses et le machiavélisme à bon marché produits par la culture des consuls et la situation d'État tampon, hélas si profitable à une classe politique qui s'auto-reproduit sans fin grâce à la perpétuation de ce statut.

Georges Corm

Économiste et consultant international.

Ancien ministre des Finances du Liban (1998-2000).

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Battre le complice

Analyse

Le 31 mars, la commission d'enquête sur les « erreurs » des services de renseignement avant la guerre contre l'Irak, diligentée par George W. Bush, a rendu son rapport. Les co-présidents, le juge de la cour d'appel Laurence Silberman et l'ancien sénateur démocrate de Virginie Charles Robb ont rédigé les conclusions qu'on attendait d'eux : ils ont totalement dédouané l'administration Bush de ses mensonges, ont condamné l'ancienne équipe dirigeante de la CIA, depuis remplacée par celle de Porter Goss, et ont renouvelé les attaques contre l'Iran et son programme nucléaire. L'ancien vice-secrétaire à la Défense démocrate, Ashton B. Carter, auditionné par la commission, dénonce ces conclusions dans le *Washington Post*. Pour lui, ce n'est pas le renseignement états-unien qu'il faut pointer du doigt, mais les pressions politiques qu'il a subi pour justifier une attaque de l'Irak. Toutefois, sa dénonciation trouve vite ses limites car il ne peut pas remettre en cause des mythes sur lesquels s'est également appuyée l'administration Clinton. De même, cette question faisant consensus dans les élites états-uniennes, il tient pour acquis le fait que l'Iran développe des armes nucléaires malgré l'absence de preuves.

L'ancien expert états-unien en armement en Irak, Scott Ritter, s'insurge dans *The Independent* contre cette trop facile absolution. Toutefois, il rappelle que la Maison-Blanche n'a pas agi seule pour désinformer l'opinion, elle a reçu le soutien britannique. Les États-Uniens sont complices du crime en Irak puisqu'ils ont réélu George W. Bush ; l'auteur demande aux électeurs du Royaume-Uni de ne pas agir de même et de faire perdre Tony Blair lors de la prochaine élection législative dont la date devrait bientôt être fixée. Mais quelle serait l'utilité de voter pour les conservateurs qui soutenaient la politique des travaillistes en Irak ? C'est cette question que pose Charles Kennedy, leader des libéraux démocrates britanniques dans *The Guardian*. Il estime que le bipartisme a fait son temps au Parlement et que les électeurs doivent se tourner vers son parti, la seule grande formation à ne pas soutenir la politique étrangère

du 10 Downing Street, et à refuser l'alignement sur Washington.

La démocratie britannique s'est construite sur un premier bipartisme opposant libéraux et conservateurs autour de la redistribution des pouvoirs entre aristocratie et bourgeoisie ; ce bipartisme a disparu avec l'émergence politique de la question sociale et la naissance du Parti travailliste, ce qui a donné un nouveau bipartisme opposant travaillistes et conservateurs. Aujourd'hui, les libéraux espèrent que ce système va disparaître suite à l'émergence de la question de l'indépendance britannique vis-à-vis des États-Unis. Ils entendent récupérer la mise et ne pas laisser la nouvelle formation de George Galloway, Respect, bénéficier de cette nouvelle donne.

LA CIA, mise à mal par le dossier Robb-Silberman, est également attaquée sur un autre front : sa gestion de l'après guerre. Laurie Mylroie, « experte » néo-conservatrice de l'Irak à l'[American Enterprise Institute](#), s'en prend à nouveau à Langley. Dans le *Daily Star*, elle affirme que l'administration Bush a eu tort de confier à l'Agence et au département d'État le soin de reconstruire l'Irak. Aujourd'hui ce pays est aux mains d'islamistes soutenus par Téhéran ou d'incapables entourés par d'anciens assistants comme Iyad Allaoui. Elle demande donc un retour aux affaires du favori des faucons Ahmed Chalabi. Proche de James Woolsey, mentor d'Ahmed Chalabi, Mme Mylroie publie son texte alors que les négociations entre mouvements irakiens acceptant l'occupation se poursuivent. On peut y voir l'offensive d'un clan à Washington pour remettre sur les rails son poulain contre ceux des autres.

Dans une interview à *Die Zeit* consacrée, entre autres, à la politique étrangère allemande, le chancelier Gerhard Schröder se montre apaisant sur le dossier irakien qui fut le principal sujet de discorde avec Washington. Il se félicite de l'organisation des élections, mais estime que les États-Unis ont dû se rapprocher des positions européennes. Toutefois, cette tonalité diplomatique ne l'empêche pas de faire avant tout la promotion de l'axe continental qu'il entend former avec Paris, Moscou et Pékin. Ainsi, il se félicite des liens de Berlin avec la fédération de Russie de Vladimir Poutine et réaffirme que l'Union européenne a raison de lever l'embargo sur les armes en direction de la Chine.

Le remodelage du « Grand Moyen-Orient » par les États-Unis est présenté dans le monde occidental comme un moyen de parvenir à deux objectifs : éradiquer le terrorisme et parvenir à faire appliquer les Droits de l'homme dans cette région. Suivant la rhétorique néo-coloniale, les populations arabo-musulmanes seraient incapables de réformer leurs régimes elles-mêmes et donc de parvenir à ces deux objectifs.

Co-créateur d'Al Qaïda avec la CIA à l'époque de l'invasion soviétique de l'Afghanistan, le prince Turki Al-Faisal bin Abd Al-Aziz Al-Saud se livre à un exercice diplomatique difficile dans un interview à *Die Welt* : dédouaner son pays de tous liens avec Al Qaïda (accusation régulièrement proférée contre Riyad par les faucons) sans franchir le Rubicon, c'est à dire sans dénoncer les liens actuels entre les États-Unis et l'organisation de Ben Laden. Il s'efforce donc de présenter Al Qaïda comme un mouvement religieux particulier qui n'aurait aucun lien avec le wahhabisme.

N'ayant pas les responsabilités diplomatiques du prince Turki, le philosophe-islamologue suisse Tariq Ramadan peut rompre avec les problématiques occidentales sur la deuxième justification du remodelage du Proche-Orient : les Droits de l'homme. Se rappelant que l'islamisme est né d'une réaction à la

colonisation occidentale, il met en garde contre une promotion des libertés imposés de l'extérieur et qui, multipliant les amalgames, braquerait les musulmans contre l'idée même de réforme. L'auteur s'efforce de démontrer dans un texte publié par le *Guardian* et le *Boston Globe*, commentant un texte bien plus long publié par *Oumma.Com*, que la réforme interne du monde musulman est possible. Il appelle à une réforme de la charia, la loi islamique, qui doit commencer par un moratoire immédiat sur les châtiments corporels pratiqués au nom de l'islam et ce partout dans le monde. Au contraire, les pressions occidentales ne feront que radicaliser et légitimer les régimes ou les groupes qui pratiquent ces punitions corporelles ou ces modes d'exécution.

Réseau Voltaire

Ashton B. Carter



Ancien vice secrétaire à la Défense dans l'administration Clinton (1993-1996), Ashton B. Carter est co-directeur du Preventive Defense Project des universités de Stanford et Harvard. Il a témoigné devant la commission d'enquête Robb-Silberman sur le renseignement états-unien.

« Un échec politique, pas dans l'espionnage »

Source : Washington Post

Référence : « A Failure of Policy, Not Spying », par Ashton B. Carter, *Washington Post*, 3 avril 2005.

George W. Bush a remercié la commission d'enquête Robb-Silberman pour son analyse sur les erreurs du renseignement états-unien dans ses rapports concernant les pays de l'« Axe du mal ». Ce rapport contient en effet de nombreuses recommandations judicieuses, mais le problème est que les échecs du renseignement sont rarement le vrai problème, en comparaison des erreurs politiques. Il est facile de comprendre pourquoi le président Bush ne souhaite pas qu'on insiste sur ce point mais la commission d'enquête aurait quand même dû se pencher sur ce point.

Bien que le chapitre sur la Corée du Nord soit classé secret défense, il semble, pour ce qui a filtré, que le rapport reproche qu'il n'y ait pas suffisamment de moyens mis en place pour disposer d'informations sur le programme nucléaire de Pyongyang. Mais comme la Corée du nord a admis avoir la bombe et qu'elle a eu une politique assez claire dans ce domaine, qui avait-il exactement à savoir en plus ? L'aboutissement de son programme nucléaire est essentiellement dû à l'inaction politique de Washington. On assiste à la même chose en Iran. Faute de frappes militaires ou de négociations, Téhéran développe son programme nucléaire. En Irak, il y a effectivement eu un problème venant des services de renseignement, mais comme l'administration Bush a affirmé depuis l'invasion qu'elle aurait quand même fait la guerre à ce pays, qu'il ait ou non des armes de destruction massive, là encore le problème est politique.

Dans les trois cas étudiés, les problèmes de renseignement n'ont pas une grande importance en comparaison du problème dans la prise de décisions.

Aujourd'hui, nous savons que Ben Laden veut se procurer des armes nucléaires, mais l'administration Bush ne prend pas de décision. Il faut une meilleure

Scott Ritter



Scott Ritter a été inspecteur en désarmement en Irak de 1991 à 1998 et chef de l'équipe de recherche sur les caches d'armes. Il s'est opposé à la guerre en Irak. Il est l'auteur de *Frontier Justice : Weapons of Mass Destruction and the Bushwhacking of America..*

« Ne laissez pas les va-t-en-guerre s'en tirer »

Source : The Independent

Référence : « Don't let the warmonger off the hook », par Scott Ritter, *Independent*, 3 avril 2005.

Colin Powell restera dans l'Histoire comme celui qui a fourni de fausses informations sur l'Irak au Conseil de sécurité de l'ONU. Son passé et ses autres fonctions ne comptent plus. Powell a répété le rôle qu'il avait tenu à cette occasion dans le magazine allemand *Stern*, où il réaffirme que tout le monde croyait sincèrement aux armes de destruction massive irakiennes lorsqu'il fit son rapport.

Il persiste et signe en écrivant le préambule d'un rapport sur les renseignements de la CIA avant la guerre, qui accuse l'agence d'avoir failli dans son action. La commission responsable du rapport blâme Langley pour ses erreurs et occulte toute pression politique que la CIA aurait pu subir. Il s'agit d'une bien curieuse conclusion quand on se souvient que le rapport de la CIA date d'octobre 2002, soit deux mois après que **George W. Bush** ait pris la décision d'envahir l'Irak. Ce qui est éclairant dans ce rapport par contre, c'est qu'il montre bien qu'à cette époque, la CIA ne fonctionnait plus comme une agence de renseignement mais qu'elle se contentait de relayer les rumeurs sur la culpabilité de l'Irak et d'écarter les informations contradictoires.

Toutefois, n'oublions pas que les États-Unis n'ont pas été les seuls à diffuser ce type d'informations. Les Britanniques ont fait de même. **George W. Bush** et **Tony Blair** n'ont pas seulement violé la loi internationale et les règles démocratiques, ils ont également sapé l'intégrité intellectuelle de leurs services. Les deux dirigeants ont provoqué la mort de 1 500 Américains, 90 Britanniques et des dizaines de milliers d'irakien dans une guerre inutile construite sur de fausses affirmations. Les États-Unis sont complices de cette guerre en ayant réélu George W. Bush, les Britanniques peuvent envoyer un message différent en faisant battre Blair.

Charles Kennedy



Charles Kennedy est le président du Parti libéral démocrate britannique.

« Cette volatilité électorale va susciter une ère tripartite »

Source : The Guardian

Référence : « This edgy volatility will usher in a three-party era », par Charles Kennedy, *The Guardian*, 4 avril 2005.

Je suis optimiste concernant les élections. Il y a aujourd'hui une incertitude qui n'existait pas auparavant. Certains analystes estiment qu'il existe une déconnexion entre le peuple et les formations politiques mais je ne le crois pas. J'ai fait des milliers de kilomètres à travers tout le pays pour parler avec les citoyens, j'ai défilé avec un million de personnes contre la Guerre d'Irak et j'ai vu que si les électeurs sont indécis, ils ne sont pas désintéressés. Il est temps de réaffirmer notre démocratie et ces élections en offrent l'occasion.

La Guerre d'Irak a été un choc pour la population, qui en a assez qu'un gouvernement élu ne tienne pas compte de ce qu'elle veut, lui mente, néglige les faits et mine notre tradition libérale au nom de la guerre au terrorisme. La population ne veut pas plus, toutefois, de l'agitation des fantasmes sécuritaires menée par les conservateurs. Les travaillistes n'ont pas une attitude plus digne dans la campagne et ils tentent d'effrayer les électeurs en affirmant que les Libéraux démocrates s'allieront avec les conservateurs. Ce n'est pas le vrai débat de ces élections.

Le vrai point important est la justice sociale ; les Libéraux démocrates veulent un système de protection sociale plus juste dans le domaine de la santé, de l'aide aux parents et des retraites. Nous sommes une alternative aux travaillistes et aux conservateurs. Nous nous sommes opposés à la guerre quand ils la soutenaient. Nous avons également été les premiers à demander un référendum sur le traité constitutionnel, nous avons combattu la législation anti-terroriste de **Tony Blair** et nous nous sommes battus pour les services publics.

La prochaine élection sera un vrai affrontement entre trois partis et nous ignorons encore le résultat.

Laurie Mylroie



Laurie Mylroie est experte du cabinet de relations publiques Benador Associates et l'auteur de *The War Against America : Saddam Hussein and the World Trade Center Attacks, A Study of Revenge*. Elle a été la conseillère de Bill Clinton sur la question irakienne lors de sa campagne électorale de 1992.

« Le fossé entre l'objectif de liberté et son application »

Source : Daily Star

Référence : « The gap between the freedom objective and its implementation », par Laurie Mylroie, *Daily Star*, 4 avril 2005.

Le monde a été surpris par la bravoure des Irakiens qui ont voté pour assurer à leur pays un avenir meilleur. La force de l'appel états-unien en faveur de la démocratie était évident ce jour-là et cet appel a inspiré le reste du monde arabe, en premier lieu le Liban.

Malheureusement, un gouvernement irakien tarde à se former et le peuple irakien se sent trahi : pourquoi ont-ils risqué leur vie en allant voter ? Une part du problème vient de l'influence de l'Iran. C'est lui qui a conduit **Ibrahim Al-Jaafari** à devenir candidat des chiites pour le poste de Premier ministre. Il s'agit d'un islamiste peu compétent et cela conduit les Kurdes à se montrer méfiants dans les négociations pour former un gouvernement. Cela se serait mieux passé si le candidat avait été Adel Abdel Mehdi ou **Ahmed Chalabi**.

Les États-Unis n'étaient pas préparés à ces résultats. Ils souhaitaient le maintien d'**Tyad Allaoui** à son poste, mais ce dernier apparaissait comme corrompu aux yeux des Irakiens et sa liste n'a reçu que 14 % des suffrages. On lui reproche également d'avoir été incapable de régler les problèmes de sécurité. Cela est largement dû à l'infiltration des ba'asistes dans son gouvernement. C'est déjà cette pénétration ba'asiste dans son entourage qui a fait échouer les deux tentatives de coup d'État contre Saddam Hussein qu'il a organisées dans les années 90. Chalabi avait prévenu la CIA de l'échec annoncé, mais cette dernière a continué, puis ne lui a pas pardonné l'échec du renversement de Saddam Hussein. L'administration Bush ne devrait pas confier à la **CIA** et au **département d'État**, qui s'opposaient à la guerre, le soin de la reconstruction de l'Irak.

Gerhard Schröder



Gerhard Schröder est
chancelier d'Allemagne.

« La liberté, c'est plus que la liberté commerciale »

Source : Die Zeit

Référence : « Freiheit ist mehr als nur Gewerbefreiheit », par Gerhard Schröder, *Die Zeit*, 31 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview dont nous n'avons traité que les parties concernant la politique étrangère de l'Allemagne.

Nous allons voir si la démocratie arrive plus vite que prévu au Moyen-Orient ; cette stabilisation dans la région est dans notre intérêt, je n'ai pas de problème pour reconnaître que les élections en Irak sont un progrès, au contraire. Le problème a toujours été de savoir si l'on influence de l'extérieur ou si l'on réforme de l'intérieur, désormais il semble que ce soit la deuxième solution qui soit la bonne. C'est le résultat d'un débat entre Européens et États-Uniens, je pense d'ailleurs que les États-Uniens aussi ont revu leur façon de voir les choses. Je prends en compte l'avis de ceux qui sont opposés à la levée de l'embargo sur les armes envers la Chine, mais j'ai exposé mes motivations et elles ne changeront pas. Cet embargo a été mis en place en 1989 à la suite des événements sur la place Tiananmen et non à cause d'une politique extérieure agressive de la Chine. La constitution de notre pays stipule que c'est le gouvernement qui décide de la politique extérieure, malheureusement les partis d'opposition font usage de cette question pour semer la discorde dans la coalition rouge-verte.

Il n'y aura pas de paix ni de développement économique durable en Europe sans véritable partenariat stratégique avec la Russie. Cette conséquence d'un passé sanglant est l'une des pierres angulaires de mon travail. **Vladimir Poutine** essaye sérieusement de modifier les structures pour que l'on puisse réellement parler d'une Russie démocratique. Naturellement il s'agit d'un processus. Tout le monde s'accorde à dire que les années Eltsine ont été le théâtre d'une spoliation du patrimoine, et seul un rétablissement de l'État pouvait mettre un terme à ce chaos. Tous les observateurs, internationaux y compris, ont déclaré que les élections n'ont pas été manipulées et la presse en Russie exerce une critique vive. On doit se garder de faire des généralisations concernant les controverses de politique intérieure, dont les médias rendent compte de manière discutable, je ne vois en outre aucune alternative démocratique viable à Poutine et à sa politique.

Il est indiscutable que ce qui s'est passé à Istanbul en Turquie, le 8 mars, avec le matraquage d'une manifestation pacifique par la police anti-émeutes dont les images ont fait le tour de la planète est inacceptable ; le gouvernement a promis que les responsables devraient rendre des comptes et nous suivons l'affaire. Penser que les réformes voulues par **Erdogan** seraient facilement traduites dans la loi était naïf compte tenu de la situation qui règne depuis 60 ans. Je ne suis pas étonné que l'appareil qui était contre ces réformes ait réagi négativement. Il nous revient à nous, les Européens, de tenir nos engagements en signant les accords le 3 octobre et aux Turcs de tenir les leurs.

Il serait outrageux de qualifier ma politique de Wilhelmiennne, car la politique de

Guillaume II était interventionniste et avec des moyens qui ne conviennent pas aujourd'hui. Je n'ai envoyé de canonnière nulle part et cela n'arrivera pas.

Turki Al-Faisal bin Abd Al-Aziz Al-Saud



Le Prince Turki Al-Faisal bin Abd Al-Aziz Al-Saud est ambassadeur d'Arabie saoudite à Londres, il a dirigé les services de renseignement de son pays entre 1977 et 2001. A ce titre, il a participé à la constitution des groupes de Moudjahidines en Afghanistan avec la CIA avec Oussama Ben Laden. Il est le fils du Roi Faïçal, et le petit-fils du Roi Ibn Séoud. Il est aussi président du King Faisal Center for Research and Islamic Studies en Arabie saoudite.

« Al Qaida est un culte religieux »

Source : Die Welt

Référence : « Al Qaida ist ein religiöser Kult », par Prince Turki Al-Faisal Al-Saud, *Die Welt*, 31 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Les choses ont changé aujourd'hui, nous avons de nouveaux dirigeants palestiniens, après les bonnes intentions nous allons passer aux actes. La guerre en Irak est terminée, même si les raisons de son déclenchement se sont révélées non fondées. Depuis ces deux années de reconstruction des structures du pouvoir irakien, le terrorisme a pris des dimensions insoupçonnées, je ne suis pas le seul à le dire, l'Irak est devenu un aimant pour le terrorisme international. J'espère que le processus de démocratisation engagé en juillet l'année dernière va amener la stabilisation avec des conséquences sur toute la région. Le prix à payer en vies humaines est fort, mais il y a des points positifs, ainsi les pays limitrophes de l'Irak ont mis en place un mécanisme de consultation. La question de savoir si l'intervention était justifiée est une question d'avant-hier ; depuis les élections, la population et les pays voisins veulent regarder vers l'avenir.

Je ne pense pas que la diminution des attentats en Israël pendant les élections irakiennes signifie qu'Al Qaïda ait adopté le principe du « *rent a bomber* » en sous-traitant ses attentats à d'autres organisations. Je ne sais rien d'une éventuelle coopération entre le Hamas ou le Hezbollah et Al Qaïda ou son sbire en Irak, Zarquaoui. Il n'y a pas de contexte culturel pour les attentats-suicide dans notre région, il s'agit à la fois d'un changement de *modus operandi* et d'une plus forte manipulation psychologique. L'homme qui s'est fait exploser dimanche dernier au Qatar était un cadre égyptien avec femme et enfants qui gagnait 5000 dollars par mois, était logé et fréquentait des étrangers. Ce nouveau type de kamikazes n'est pas aiguillonné par la misère ou l'absence de libertés politique, il s'agit d'une nouvelle technique de lavage de cerveaux. Il ne s'agit pas d'une branche du wahhabisme saoudien, cela n'a rien à voir. Les interprétations actuelles qui justifient la terreur sont contraires aux fondements, ceux des sunnites avant-tout, établis par l'Islam depuis 1400 ans. Toutes les écoles juridiques de l'Islam respectent certains préceptes de base : tu ne tueras point, tu ne commettras pas le suicide...

Ben Laden est un cas intéressant de mégalomanie. Il a d'abord combattu l'envahisseur soviétique en Afghanistan, le cœur d'Al Qaïda était né ; il fallait ensuite trouver de nouveaux terrains d'action, ce fut contre les Américains et leurs alliés. Je pense qu'Al Qaïda est un culte religieux plus qu'un mouvement révolutionnaire ou politique, même si l'organisation poursuit des buts politiques. Notre relation avec les Américains est ambiguë, nous sommes unis au niveau politique mais les populations des deux pays ont des perceptions

mutuelles négatives. Nous avons demandé au président états-unien de rendre publiques les 28 pages du rapport de la commission sur le 11 septembre qui concernent l'Arabie Saoudite, car le secret ne fait qu'augmenter les soupçons non fondés à notre égard.

Ben Laden est arrivé en 1989 chez nous, il voulait notre homologation pour aller combattre le régime marxiste au Sud-Yemen. Nous lui avons dit : « ce n'est ni l'endroit, ni le lieu, merci, au revoir ». Il est allé au Yémen. Après l'invasion du Koweït par Saddam, il est revenu nous voir en proposant de le libérer sans l'aide des mécréants états-uniens et anglais. Nous l'avons encore une fois congédié. Fin 1993 il est allé au Soudan, le régime d'Hassan Al Tourabi était un centre terroriste où se rencontraient aussi bien George Habbache, le Hamas, les Égyptiens de la Djama Al Islamy, les Algériens du FIS, etc. Grâce à sa fortune, il est devenu un héros dans les médias soudanais. C'est aussi en 1993 qu'il a envoyé son premier fax critiquant notre royaume, après la première attaque contre le World Trade Center. En mars 1994, nous l'avons déclaré *persona non grata*, début 1996 il était également devenu un poids pour le Soudan et en mars il repartait en Afghanistan. Le pouvoir saoudien ne l'a jamais officiellement aidé. J'ai déjà réfuté catégoriquement cette conception selon laquelle l'Arabie saoudite aurait elle-même « crée le monstre qui la dévore actuellement » comme j'ai pu le lire une nouvelle fois dans le « *Guardian* » il y a quelques mois.

Tariq Ramadan



Tariq Ramadan est professeur de philosophie et d'islamologie à Fribourg et à Genève.

« Nous ne devons pas accepter cette répression »

Source : The Guardian

, Oumma.Com

, The Boston Globe

Référence : « We must not accept this repression », par Tariq Ramadan, *The Guardian*, 30 mars 2005.

« Rethinking the use of Muslim law », *Boston Globe*, 31 mars 2005.

L'auteur commente dans ces textes son appel à un moratoire sur les châtiments corporels pratiqués au nom de l'islam, dont le texte complet est disponible ici, sur le site d'*Oumma.Com*.

L'application du code pénal islamique dans les sociétés musulmanes est l'un des sujets les plus controversés dans le dialogue entre l'Occident et le monde musulman. L'imposition des punitions corporelles, des lapidations et des exécutions au nom de l'islam n'est pas acceptable. Nous devons condamner ces pratiques. Elles donnent lieu à des interprétations contradictoires dans le monde musulman, entre les intellectuels qui les condamnent et les gouvernements qui les légitiment, mais le débat n'a pas vraiment lieu. En effet, des populations musulmanes en Malaisie ou au Nigeria demandent son application, croyant que ces punitions sont un principe religieux et, bien que les Ulémas affirment majoritairement que ces pratiques ne sont presque jamais applicables si on suit le Coran, ils hésitent à l'exprimer clairement de peur de perdre le soutien des masses.

Ce débat est devenu central sur la question des relations entre civilisations et

cultures et sur l'application des Droits inaliénables dans le monde musulman. Malheureusement, une proposition de moratoire concernant ces pratiques est rejetée des deux côtés. Côté occidental, on affirme qu'un moratoire est insuffisant ; côté musulman, on prend ça pour une atteinte aux textes sacrés. L'appel à un moratoire doit être fait dans des termes acceptables pour le monde musulman. Une évolution des mentalités n'est possible que sur la base d'une dynamique sociale interne. Aujourd'hui, au nom des principes musulmans, nous demandons un moratoire immédiat sur les châtiments corporels dans le monde musulman :

- ▶ Les Ulémas ne s'accordent pas sur l'interprétation et l'authenticité des textes demandant ces punitions.
- ▶ La charia est exploitée par des régimes répressifs contre les femmes, les pauvres et leurs opposants politiques, en contradiction avec la conscience musulmane.
- ▶ Les populations musulmanes qui n'ont pas accès aux textes pensent qu'il faut une application stricte de ces punitions.

Le moratoire est l'occasion d'une suspension immédiate des peines, de l'ouverture d'un débat et d'un processus de réflexion sur la charia aujourd'hui. Les condamnations occidentales faite au nom de l'universalité que l'Occident serait seul à incarner ne sont d'aucune utilité.